

N° 222

CountrySide

MARS-AVRIL 2026

MAGAZINE



Deux millénaires de transformation
de l'utilisation des terres en Europe

Conférence annuelle ForumforAg 2026

Reconfigurer le système alimentaire

PAC et utilisation des terres – quelle gouvernance
pour y parvenir ?



*Janez POTOČNIK, à la tête de ForumforAg et président de la RISE Foundation,
sur scène lors de la conférence annuelle du Forum.*

TABLE DES MATIÈRES

Deux millénaires de transformation de l'utilisation des terres en Europe	3
Conférence annuelle ForumforAg 2026 – Reconfigurer le système alimentaire	6
Intervention inspirante - L'alimentation au croisement de tous les enjeux	7
Session 1 : La fin du monde tel que nous le connaissons – quelles conséquences pour l'agriculture et l'environnement ?	8
Intervention inspirante - Résister aux impacts climatiques tels que la désertification grâce à la finance verte : retour d'expérience de la Mongolie	9
Session 2 : Comment financer et accélérer la transition sur le terrain ?	10
Intervention inspirante - Aux confins du monde : enseignements tirés de l'exploration de l'Antarctique et des conditions extrêmes	11
PAC et utilisation des terres – quelle gouvernance pour y parvenir ?	12
Session 4 : Comment l'IA redéfinira-t-elle les possibilités d'un système agroalimentaire rentable, adapté au climat et favorable à la nature ?	13
Décrypter l'innovation en temps incertains	15
Asociación Semillistas remporte le Prix 2026 de la Gestion des Terres et des Sols	16

Editorial

Le Forum for the Future of Agriculture 2026 a confirmé une prise de conscience croissante des défis auxquels fait face le secteur agricole. Les échanges ont mis en avant trois priorités : l'adaptation au changement climatique, la transition vers des modèles plus durables et le rôle grandissant des technologies, notamment l'intelligence artificielle.

Un constat commun s'est dégagé : mieux gérer les ressources naturelles, renforcer la résilience des exploitations et garantir une rémunération équitable aux agriculteurs sont devenus des conditions essentielles pour l'avenir du secteur. Le Forum marque ainsi une évolution importante : il ne s'agit plus uniquement de rendre l'agriculture plus écologique, mais aussi de la rendre économiquement viable à long terme.

Malgré la qualité des discussions, un décalage persiste entre les ambitions affichées et leur mise en œuvre concrète. Le

financement de la transition, les orientations politiques futures et la compétitivité des producteurs européens restent des questions largement ouvertes.

Pour les acteurs de terrain, l'enjeu est désormais de transformer cette vision en solutions applicables, réalistes et soutenues par des politiques cohérentes.

En définitive, le Forum propose une vision claire pour l'avenir de l'agriculture. La prochaine étape devra être celle des réponses concrètes : comment financer, accompagner et rendre possible cette transformation à court et moyen terme.

Thierry de l'ESCAILLE
Président Exécutif, ELO



Éditeur : Thierry de l'ESCAILLE
Rédactrice en chef : Anne MARCHADIER
Design et relectrices : Jehanne de DORLODOT-VERHAEGEN,
 Marie ORBAN, Eleonore RAYNAL-PEČENÝ
Back office: Adriana ESCUDERO



CountrySide Magazine est publié en anglais (en version imprimée et numérique) et en français (uniquement en version numérique – vous pouvez utiliser le code QR). Les deux versions sont disponibles en ligne via la page CountrySide Magazine du site internet de l'ELO.

Rue de Trèves, 67 - B - 1040 Bruxelles
 Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
 elo@elo.org

Deux millénaires de transformation de l'utilisation des terres en Europe



Dr. Jurgen Tack, Secrétaire général de ELO, sur scène au Forum



Dr. Jurgen TACK
Président Exécutif ELO

L'utilisation des terres en Europe a connu une transformation profonde depuis l'époque romaine, façonnée par la démographie, les progrès techniques et les politiques publiques. Lors de mon intervention pendant la Session 3, consacrée à la PAC et à l'utilisation des terres, au Forum for the Future of Agriculture, j'ai illustré ces évolutions à l'aide d'une corde de 25 mètres et de drapeaux colorés mobiles représentant trois catégories : nature et forêt (vert), agriculture (jaune), et zones urbaines ou industrielles (rouge). Cette représentation simple permettait de visualiser l'ampleur des changements, mais aussi le rééquilibrage progressif des usages du sol au fil du temps.

À la **période romaine**, entre 0 et 400 apr. J.-C., l'Europe restait largement dominée par les paysages naturels. Les forêts et écosystèmes semi-naturels couvraient environ la moitié à deux tiers des terres. L'agriculture occupait déjà une place importante, autour de 30 à 45 %, principalement dans les régions fertiles, tandis que les zones urbaines et industrielles restaient limitées. Même si les sociétés romaines exerçaient déjà une pression sur les écosystèmes, notamment par la déforestation en Méditerranée, cette pression restait contenue par une productivité faible et des capacités technologiques limitées.

La **période médiévale** a d'abord été marquée par une récupération partielle des forêts après l'effondrement des structures romaines, avant une forte expansion agricole durant le Haut Moyen Âge. Vers 1200–1300, l'agriculture couvrait probable-

ment 40 à 55 % de l'Europe. Cette progression était portée par la croissance démographique et des innovations comme la charrue lourde ou la rotation des cultures. La peste noire a temporairement inversé cette dynamique, avec l'abandon de certaines terres et une reforestation localisée.

Durant la **période moderne** (1500–1800), l'Europe a connu un pic de pression foncière. Les terres agricoles se sont étendues jusqu'à 60 % dans certaines régions, tandis que les forêts reculaient fortement. Malgré cette extension, la productivité restait limitée, ce qui nécessitait de vastes surfaces pour nourrir des populations croissantes. L'occupation urbaine restait encore relativement réduite en superficie, même si son importance économique augmentait.

La **période industrielle**, de 1800 à 1950, a marqué un tournant majeur. Les terres agricoles ont atteint leur extension maximale, jusqu'à 70 % dans certaines régions. Mais cette période a aussi ouvert une transition structurelle. La mécanisation, les engrais de synthèse et les progrès techniques ont augmenté les rendements, permettant progressivement de produire davantage sans continuer à étendre les surfaces agricoles. Dans le même temps, les zones urbaines et industrielles se sont développées rapidement, tandis que les forêts commençaient à regagner du terrain, notamment grâce à l'abandon de terres marginales.

Dans la **période d'après-guerre** (1950–2000), ces tendances se sont accélérées. Sous l'effet de la PAC, l'agriculture européenne

est devenue beaucoup plus productive et plus structurée. Alors que la production augmentait, la surface agricole totale a commencé à diminuer. Les forêts et zones semi-naturelles ont progressé, tandis que l'urbanisation et les infrastructures continuaient de s'étendre. Le paysage européen est devenu plus fragmenté, même si la répartition globale des surfaces tendait à se stabiliser.

Dans la **période contemporaine** (2000 à aujourd'hui), la répartition de l'usage des terres en Europe s'est globalement stabilisée. L'agriculture représente environ 38 à 42 % des terres, les forêts et espaces semi-naturels autour de 43 à 45 %, et les zones urbaines ou industrielles environ 5 à 7 % en couverture stricte des sols, avec une empreinte fonctionnelle plus large. Le principal enjeu n'est donc plus seulement l'évolution des pourcentages, mais la concurrence croissante entre différents usages : production alimentaire, biodiversité, stockage du carbone, énergie, infrastructures et loisirs.

Sur deux millénaires, une trajectoire claire se dessine : l'Europe est passée d'un paysage majoritairement naturel à un pic de domination agricole au XIXe siècle, puis à un système moderne marqué par l'intensification, l'expansion urbaine et une récupération écologique partielle. L'image de la corde et des drapeaux le montre clairement : la nature recule puis revient, l'agriculture s'étend puis se contracte, et l'espace urbain progresse continuellement.

La comparaison entre l'époque romaine et aujourd'hui est particulièrement frappante. La surface totale de nature et de forêt est désormais globalement comparable à celle de la période ro-

maine, après un recul marqué durant les périodes moderne et industrielle. En revanche, les zones urbaines et industrielles se sont structurellement étendues, dans un mouvement largement irréversible. Plus notable encore, les terres agricoles ont reculé depuis l'introduction de la PAC, alors même que la production a augmenté.

Cette trajectoire pose un défi majeur pour l'avenir. Une poursuite de la diminution des terres agricoles, combinée à une amélioration des indicateurs de biodiversité et de climat, ne sera possible qu'avec un déploiement efficace de l'innovation. Cela inclut les nouvelles techniques génomiques, les solutions de biocontrôle, les additifs alimentaires pour animaux, ainsi que les progrès de l'agriculture régénératrice et de précision. Ces approches peuvent permettre une productivité plus élevée avec un impact environnemental moindre, et rendre possible la conciliation entre production alimentaire et objectifs écologiques.

Dans un contexte de croissance continue de la population mondiale et de demande accrue en ressources biosourcées, l'Europe devra produire davantage avec moins de terres, tout en contribuant aux objectifs mondiaux de durabilité.

L'histoire de l'utilisation des terres montre que de telles transitions sont possibles, mais seulement lorsque les politiques publiques, la science et la gestion foncière avancent ensemble. La position des drapeaux sur la corde n'est pas figée. Le défi consiste désormais à les déplacer intelligemment.



© ForumforAg.

Dr. Jurgen TACK, Secrétaire Général ELO, intervenant sur scène lors du Forum



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE



**JOHN DEERE
OPERATIONS CENTER™**



TECHNOLOGY-DRIVEN

SUSTAINABLE FARMING



Home



Map



Settings

FARM SMART, PROFIT MORE

Step into the future of sustainable farming with our comprehensive portfolio of precision agriculture products for effective site-specific farming. You'll quickly make smarter decisions based on actual data to efficiently optimize your use of resources, improve soil health, and reduce chemical runoff while you boost yields. Talk to our dealer experts now about how to get started!



**DISCOVER WHAT
JOHN DEERE
PRECISION AG
TECHNOLOGY CAN
DO FOR YOU**

Conférence annuelle ForumforAg 2026 – Reconfigurer le système alimentaire



Janez POTOČNIK, président de ForumforAg et de la RISE Foundation (à gauche), et Stephen SACKUR, journaliste international (à droite).



Liz WILSON

La Conférence annuelle 2026 du Forum for the Future of Agriculture (ForumforAg) s'est tenue le 14 avril à Bruxelles et en ligne. Au programme : retransmissions en direct, tables rondes et dialogues modérés, interventions interactives, moments de networking et espaces d'exposition. Dès l'ouverture, les modérateurs Stephen SACKUR et Rose O'DONOVAN ont donné le ton en soulignant le contexte mondial : « Nous vivons l'époque la plus incertaine et la plus dangereuse. »

Avant le début officiel, le public a observé une minute de silence pour marquer le dixième anniversaire des attentats terroristes de Bruxelles du 22 mars 2016, un événement qui avait profondément marqué une précédente édition du Forum, organisée le jour des attaques.

Un contexte géopolitique instable

Interrogé par Stephen SACKUR, Janez POTOČNIK, Président du ForumforAg et de la Fondation RISE, a souligné sans détour que la situation géopolitique était difficile à lire et évoluait d'heure en heure. Selon lui, elle n'apporte rien de bon, et encore moins pour l'agriculture. Sa principale leçon est claire : il faut construire un système alimentaire aussi résilient que possible, grâce à une agriculture régénératrice et respectueuse de l'environnement. « Tout le reste est plus risqué. »

Tout ne peut pas être résolu par la seule réflexion stratégique, et les gouvernements doivent aider les citoyens à traverser les crises aiguës. Mais cela ne doit pas servir d'excuse pour revenir au statu quo dès qu'une crise est passée.

Maintenir un agenda environnemental ambitieux

Janez POTOČNIK a admis que les priorités politiques évoluent actuellement en faveur de la sécurité énergétique et alimentaire, parfois au détriment de l'agenda environnemental. Malgré cela, il a défendu l'importance de maintenir une vision à long terme. Lorsque Stephen SACKUR lui a suggéré qu'il était « un rêveur », M. POTOČNIK a répondu : « S'il n'y avait pas de rêveurs, ce monde se serait déjà effondré. » La leçon qu'il tire de plusieurs décennies d'action politique est de rester cohérent, de répéter le message et de faire preuve de patience. L'économie circulaire,

qu'il défend depuis longtemps, est aujourd'hui une tendance mondiale. La cinquième liberté — la libre circulation de la connaissance, de la recherche et de l'innovation — qu'il avait proposée en 2007, est de nouveau à l'agenda en 2026.

Les défis structurels de l'Europe

Sur les défis structurels de l'Europe, M. POTOČNIK a mis en avant deux problèmes fondamentaux. Le continent manque de ressources énergétiques, de ressources matérielles et de plateformes économiques compétitives. Les pays, quant à eux, ne parviennent pas suffisamment à travailler ensemble. La concurrence fiscale entre États membres illustre cette faiblesse collective contre-productive. La véritable opportunité de l'Europe réside dans sa capacité à démontrer qu'une économie démocratique et avancée peut fonctionner malgré des contraintes de ressources.

Stephen SACKUR lui a ensuite demandé si l'Europe devait adopter une approche plus agressivement protectionniste, à l'image du président Trump. M. POTOČNIK s'est montré sceptique. L'Europe a toujours défendu l'ouverture et la coopération, et cet instinct ne doit pas être abandonné. Son raisonnement dépasse l'économie : nous sommes la première génération à vivre dans un monde véritablement planétaire, plus interconnecté et interdépendant que jamais, que ce soit à travers le changement climatique, les pandémies, Internet, l'intelligence artificielle ou le commerce.

Le changement arrivera, que l'humanité le choisisse ou non, a-t-il rappelé. L'histoire montre que lorsque la raison ne l'emporte pas, le changement est imposé par les catastrophes. Les preuves sont déjà visibles : sept des neuf limites planétaires ont été dépassées, les générations futures sont endettées et les ressources naturelles s'épuisent. M. POTOČNIK a conclu : « Nous sommes apparemment l'espèce la plus intelligente sur Terre, et il est grand temps de le prouver. »

Pour revoir la conférence et lire la version complète des résumés, rendez-vous sur : <https://forumforag.com/events/2026-annual-conference/>

L'alimentation au croisement de tous les enjeux

Liz WILSON

Comment repenser la sécurité alimentaire face à la « militarisation » de l'alimentation ? Tel était le thème de l'intervention de Michael WERZ et de son échange avec Mark TITTERINGTON, cofondateur du Forum et membre de son Conseil consultatif. Chercheur senior au Council on Foreign Relations, Michael WERZ travaille, selon Mark TITTERINGTON, « au croisement de la sécurité alimentaire, du climat, des migrations et des pays émergents ».

Michael WERZ a d'emblée rappelé la mission de son organisation : faire comprendre que la sécurité alimentaire n'est pas uniquement une question humanitaire, mais qu'elle se situe aujourd'hui au cœur d'un profond bouleversement géopolitique. Il a appelé à changer notre manière de parler de sécurité alimentaire, les concepts utilisés, ainsi que la vision stratégique associée à son impact mondial.

Une tempête "parfaite"

Le conflit avec l'Iran illustre la complexité du défi. La région du Golfe importe 75 à 90 % de son riz, de son maïs et de son soja, tandis que la consommation de blé dans l'ensemble de la région reste exceptionnellement élevée. Les attaques contre les infrastructures de désalinisation, les perturbations pouvant toucher jusqu'à 30 % des exportations internationales d'engrais, ainsi qu'un épisode El Niño susceptible d'aggraver les sécheresses dans plusieurs grandes régions agricoles, créent, selon Michael WERZ, les conditions d'une véritable « tempête parfaite ».

Il a souligné que l'alimentation est déjà utilisée comme arme de guerre et que les vulnérabilités actuelles ouvrent de nouveaux points d'entrée à des acteurs malveillants. À Gaza, l'accès à la nourriture a été directement bloqué afin de créer la famine.



Michael WERZ, chercheur senior, Council on Foreign Relations

Au Soudan et dans certaines régions du Sahel, elle est utilisée comme outil de recrutement et de fidélisation par des groupes insurgés. En Ukraine, la Russie a fait de l'alimentation une arme à longue portée, en minant des terres agricoles, en attaquant les infrastructures de transport, les installations portuaires et les entreprises semencières. À l'échelle mondiale, les cyberattaques et le bioterrorisme représentent également des menaces croissantes.

Relier les enjeux

Que faire face à cette situation ? Selon Michael WERZ, le Council travaille déjà avec les communautés militaires et du renseignement. Premièrement, la notion de sécurité doit être élargie et intégrée aux analyses géopolitiques et à la planification stratégique. Deuxièmement, le monde a besoin d'instruments juridiques et normatifs plus solides, par exemple un traité international nouveau ou actualisé protégeant la sécurité alimentaire en temps de conflit.

Troisièmement, les ONG et les entreprises représentées au Forum ont un rôle essentiel à jouer. Elles doivent « relier les enjeux », non seulement en dialoguant entre elles, mais aussi en participant activement à une conversation géopolitique nourrie par leurs connaissances, leurs données, leur expérience et leur compréhension du terrain. Les planificateurs militaires et stratégiques manquent souvent de ces perspectives locales.

Créer les bons incitants

La politique répond souvent à l'urgence, les entreprises aux résultats trimestriels, et les voix les plus fortes réclament des prix de l'énergie subventionnés plutôt que des investissements de long terme. Pour Michael WERZ, la pression morale seule provoque souvent un retour de bâton. Il faut plutôt développer une réflexion par scénarios : partir de 2035 ou 2040, anticiper les conséquences de l'inaction et rendre visibles les coûts stratégiques du court-termisme.

Des raisons d'espérer existent, notamment des espaces comme le Forum, qui réunit une grande diversité d'acteurs. Des discussions émergent aussi à la Conférence de Munich sur la sécurité et au siège de l'OTAN, où spécialistes de la sécurité alimentaire et planificateurs de la résilience trouvent des terrains communs. Mais Michael WERZ l'a rappelé : cette transition ne réussira pas sans les acteurs du Sud global. Les pays émergents, grands producteurs et consommateurs, doivent jouer un rôle constructif et tourné vers l'avenir.



La fin du monde tel que nous le connaissons – quelles conséquences pour l'agriculture et l'environnement ?

Liz WILSON

De gauche à droite : Cristina BRUCE, Tassos HANIOTIS, Sandrine DIXSON-DECLÈVE, Stephen SACKUR, Mariangela HUNGRIA

Que signifie « la fin du monde tel que nous le connaissons » pour l'agriculture et l'environnement ? Cette première session, modérée par Stephen SACKUR, a réuni plusieurs intervenants aux perspectives complémentaires pour répondre à cette question.

Miser sur l'innovation et le long terme

Cristina BRUCE, Senior Vice President Sustainability and Social Impact chez Anglo American, a souligné que, du point de vue climatique, cette transformation est déjà en cours. Son secteur fonctionne depuis longtemps avec une vision de long terme : dans l'industrie minière, il faut souvent près de 17 ans entre la découverte d'un gisement et sa mise en exploitation.

Dans ce contexte, Anglo American développe un vaste projet d'extraction de polyhalite dans le nord de l'Angleterre, visant à produire des fertilisants innovants à faible empreinte carbone. Pour elle, l'innovation et la planification à long terme sont essentielles pour répondre aux défis actuels.

Un système économique à repenser

Sandrine DIXSON-DECLÈVE, du Club de Rome et d'Earth4All, a rappelé que ces crises ne sont pas inédites. Après la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine, son organisation avait déjà proposé des solutions systémiques à l'Union européenne : diversification énergétique, investissements dans les renouvelables, amélioration de l'efficacité énergétique et renforcement de la résilience.

Elle a également critiqué un système économique trop financiarisé, appelant à réorienter les priorités vers l'innovation durable. Parmi ses propositions : investir dans les zones rurales, construire un partenariat solide avec l'Afrique comme acteur clé de la production alimentaire, et avancer vers un modèle intégrant environnement, climat et progrès social.

L'héritage et les limites de l'action européenne

Stephen SACKUR a interrogé Tassos HANIOTIS sur la capacité de l'Europe à penser l'avenir de manière audacieuse. Fort de son expérience à la DG AGRI, ce dernier a rappelé l'importance de la réforme agricole de 2003, qui a marqué une rupture majeure. Elle a permis de renforcer la position des agriculteurs en tant qu'entrepreneurs, d'améliorer les revenus, de dynamiser la balance commerciale et de réduire les émissions du secteur.

Cependant, de nouveaux défis émergent. Selon lui, trois tendances structurent désormais le paysage : un commerce mondial moins prévisible, une politique climatique oscillant entre excès d'ambition et recul, et une érosion de la confiance du public envers la science.

Vers une « micro-révolution verte »

Mariangela HUNGRIA, lauréate du World Food Prize 2025, a plaidé pour une transformation agricole fondée sur les solutions biologiques. Elle a comparé la situation actuelle à celle qui a précédé la Révolution verte, appelant à une « micro-révolution verte » reposant sur l'utilisation de micro-organismes pour remplacer les fertilisants synthétiques.

Elle a cité l'exemple du Brésil, où la culture du soja repose désormais largement sur la fixation biologique de l'azote. Ce modèle illustre le potentiel encore sous-exploité de ces approches.

La discussion s'est conclue sur une interrogation centrale : l'Europe saura-t-elle mobiliser les investissements nécessaires et adopter une vision de long terme ? Cela implique notamment de dépasser des indicateurs purement financiers pour intégrer une notion plus large de valeur, incluant les impacts environnementaux et sociaux.

Résister aux impacts climatiques tels que la désertification grâce à la finance verte : retour d'expérience de la Mongolie

Liz WILSON

La Mongolie se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, avec 80 % de ses terres dégradées, tout en abritant certains des écosystèmes les plus précieux de la planète. Face à ce stress climatique extrême, le pays a développé une solution de financement innovante, présentée par Nomindari ENKHTUR, CEO de la Nature Legacy Foundation de Mongolie.

Le pays s'étend sur 156 millions d'hectares – plus que l'Allemagne, la France et l'Espagne réunies – et conserve des écosystèmes encore intacts, essentiels comme puits de carbone et réservoirs de biodiversité. Les éleveurs nomades, soit 30 % de la population, perpétuent un mode de vie sobre en ressources et respectueux de la nature – « le type de mode de vie que nous cherchons aujourd'hui à construire », a déclaré Mme ENKHTUR.

Mais la situation se dégrade rapidement : plus de la moitié du pergélisol a disparu, les événements climatiques s'intensifient, et en 2025, 7 millions de têtes de bétail (environ 12 % du total) ont péri lors de tempêtes hivernales. De nombreux éleveurs ont quitté leurs terres pour s'installer à Ulaanbaatar, où l'usage

du charbon dans les quartiers informels en fait l'une des capitales les plus polluées au monde.

« Tout cela crée une crise sanitaire, une crise économique, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et bien plus encore. En Mongolie, nous vivons le changement climatique au quotidien, et tout le monde en ressent les effets », a déclaré Mme ENKHTUR.

Une solution de financement intégrée de 200 millions de dollars

Pour répondre à ces défis, la Mongolie a lancé l'initiative Eternal Mongolia Project Finance for Permanence (PFP). Elle réunit gouvernement, bailleurs et secteur privé autour d'objectifs de conservation communs, dans un engagement financier de long terme. Le programme représente 200 millions de dollars sur 15 ans : 71 millions issus de donateurs et de la philanthropie, et 129 millions de financements publics.

Les outils incluent la budgétisation fondée sur les résultats, les taxes environnementales, des prélèvements pour la conservation, ainsi que des mécanismes de marché comme les prêts verts, crédits biodiversité et crédits carbone.

« Aucune source de financement, à elle seule, ne peut résoudre cette question », a souligné Mme ENKHTUR. La force du PFP repose sur la combinaison des financements publics, privés et philanthropiques – « la seule manière d'avancer est de travailler ensemble ».

Deux exemples illustrent sa mise en œuvre : un mécanisme de prêts liés à la durabilité pour le secteur agricole et un système numérique de vérification de l'impact.

Principaux enseignements de l'expérience mongole

Interrogée par Mark TITTERINGTON, Mme ENKHTUR a souligné l'importance d'impliquer rapidement les pouvoirs publics. Le secteur privé ne peut porter seul la transition : des signaux politiques clairs, des incitations publiques et une vision de long terme sont indispensables. « Je sais qu'il y a urgence, mais il est tout aussi essentiel de reconnaître l'importance de la pérennité, de la constance et de la patience », a-t-elle déclaré.

La vérification joue un rôle central. « Elle est au cœur de tout », a-t-elle affirmé, essentielle pour démontrer les résultats, quelle que soit la source de financement. « Chaque fois qu'il est question de financement, nous devons raisonner à rebours : commencer par l'impact, les résultats, ce que nous voulons atteindre, puis construire le système de financement à partir de là. »



©ForumforAe

Nomindari ENKHTUR, PDG de la Mongolian Nature's Legacy Foundation

Retrouvez l'ensemble des résumés sur le site du Forum.



Comment financer et accélérer la transition sur le terrain ?

Liz WILSON

De gauche à droite: Lauren M. PHILLIPS, Harvey LOCKE, Michael BRÜCKNER, Martin STUCHTEY, Kurt VANDENBERGHE, Rose O'DONOVAN

Le discours d'ouverture et la deuxième table ronde, animés par Rose O'DONOVAN, ont exploré les principaux freins au financement ainsi que les solutions envisageables..

Discours d'ouverture : l'agriculture carbone comme catalyseur

« Tout semble changer. Mais une chose ne change pas : le changement climatique », a déclaré Kurt VANDENBERGHE, directeur général de la DG CLIMA. L'agriculture figure parmi les secteurs les plus exposés aux impacts climatiques dans l'UE, avec des risques croissants pour la production alimentaire, les revenus des agriculteurs et la stabilité globale. Les pertes de récoltes, la dégradation des sols, la réduction des puits de carbone et les tensions géopolitiques accentuent ces vulnérabilités.

Pour y répondre, la Commission met en place les bases d'un marché volontaire crédible de l'agriculture carbone, reposant sur trois piliers : une certification fiable (CRCF) intégrant quantification, additionnalité et biodiversité ; un système harmonisé de suivi, reporting et vérification (MRV) ; et une demande structurée, notamment via un Club des acheteurs européen.

Comment donner un prix à l'invisible ?

Martin STUCHTEY, fondateur de The Landbanking Group, a souligné les limites de l'évaluation actuelle des terres, encore fondée sur leur productivité passée. Il plaide pour une approche tournée vers l'avenir, intégrant la valeur des services écosystémiques. Face à la stagnation des rendements et à la

hausse des coûts, une revalorisation de la nature semble inévitable.

Michael BRÜCKNER, CEO de Munich Re Investment Partners, a confirmé que les risques climatiques et environnementaux affectent déjà les chaînes de valeur, tout en restant sous-estimés. « Lorsque le climat et la nature auront un prix, leur prise en compte deviendra une nécessité. » Leur intégration dans les décisions d'investissement est donc essentielle. Cela suppose un cadre politique plus clair, des standards de transparence renforcés et des outils de modélisation communs.

Du plaidoyer environnemental à l'argument économique

Harvey LOCKE (IUCN) a insisté sur un changement de perspective : l'enjeu n'est plus de démontrer l'importance écologique de la nature, mais sa valeur économique. Il a illustré cette idée avec l'exemple de l'Amazonie et du bassin du Río de la Plata.

Freins et opportunités en matière de financement

Lauren PHILLIPS (FAO) a identifié trois défis majeurs : un manque global de financements, une mauvaise utilisation des ressources existantes, et un ciblage inéquitable. Aujourd'hui, les financements profitent surtout aux pays et populations les plus riches, tandis que moins de 1 % atteignent les petits exploitants.

La discussion a ensuite porté sur les conditions nécessaires pour rendre les investissements réellement efficaces.

Aux confins du monde : enseignements tirés de l'exploration de l'Antarctique et des conditions extrêmes

Liz WILSON

L'Antarctique a cette capacité de ramener l'ambition humaine à sa juste mesure : tel était le message de Henri de GERLACHE, explorateur belge, réalisateur et arrière-petit-fils du pionnier polaire Adrien de GERLACHE, invité au Forum pour un discours inspirant suivi d'un échange avec Mark TITTERINGTON.

M. de GERLACHE s'est rendu trois fois en Antarctique, notamment pour l'ascension du mont Mount Vinson, point culminant du continent avec ses 5 140 mètres. Il prépare actuellement une série documentaire sur l'âge héroïque de l'exploration polaire. Son intervention a entraîné le public dans un voyage allant de l'aventure aux enseignements que l'Antarctique nous offre sur la nature, les limites et l'humilité.

« Dans ces étendues glacées, tout nous rappelle la fragilité humaine. Le froid, une force qui s'infiltré, épuise et détruit. Le vent, capable d'effacer les traces, de désorienter, d'isoler. Et le silence, immense et presque oppressant », a-t-il déclaré.



Henri de GERLACHE, explorateur et cinéaste belge

Les grands explorateurs du début du XXe siècle sont partis planter des drapeaux et tracer des routes. « Très vite, l'Antarctique leur a imposé ses propres règles », a expliqué M. de GERLACHE. « Il les a ralentis, bloqués, brisés. » Le Traité sur l'Antarctique de 1959 a consacré tout un continent à la paix et à la recherche scientifique, marquant une rare reconnaissance collective du fait que certaines limites doivent être respectées.

Ce que l'Antarctique nous dit

Aujourd'hui, des scientifiques du monde entier y vivent et y travaillent, non pour conquérir le continent, mais pour l'écouter, a-t-il souligné. « L'Antarctique parle désormais, et ce qu'il nous dit est profondément préoccupant. L'élévation du niveau des mers, par exemple, dépend de ce qui se passe en Antarctique. »

L'histoire de l'exploration antarctique peut être vue comme un passage de l'ignorance à la connaissance, de l'audace à la maîtrise. Mais elle peut aussi être comprise comme un lent apprentissage de l'humilité.

« À chaque étape, cette histoire nous rappelle que la nature n'est pas un décor. Elle n'est pas simplement le cadre dans lequel l'humanité évolue librement. C'est une force, un système complexe, dont nous dépendons entièrement. Là où l'humanité pensait pouvoir s'imposer, elle a dû s'adapter. »

M. de GERLACHE a conclu : « Si ces terres glacées, longtemps perçues comme un désert, ont quelque chose à nous enseigner, c'est peut-être ceci : la grandeur de l'humanité ne réside pas dans sa capacité à dominer la nature, mais dans sa capacité à la respecter. »

La coopération comme condition de survie

Interrogé par Mark TITTERINGTON sur la force de la collaboration, M. de GERLACHE a répondu qu'en Antarctique, la coopération n'est pas une option : « Si vous y êtes seul, vous êtes presque mort. » Il a cité Roald AMUNDSEN – premier homme à atteindre le pôle Sud en décembre 1911 – comme l'explorateur qui l'a le mieux compris. Roald AMUNDSEN a appris des Inuits, voyageant léger et travaillant avec la glace plutôt que contre elle.

Et qu'est-ce qui lui donne de l'espoir, a demandé Mark TITTERINGTON ? La réponse fut cet esprit de collaboration imposée entre nations et entre disciplines. Il espère que le Traité sur l'Antarctique sera renouvelé en 2040, car ce qu'il représente – des nationalités contraintes de coopérer pour survivre – pourrait devenir un modèle non seulement pour un continent, mais pour la planète entière.

Retrouvez l'ensemble des résumés sur le site du Forum.



Ricard Ramon I Sumoy
Head of Unit, Policy Perspectives, DG AGRI,
European Commission

Jurgen Tack
Secretary General,
European Landowners' Organisation



PAC et utilisation des terres – quelle gouvernance pour y parvenir ?

Liz WILSON

De gauche à droite : Delphine BABIN-PELLIARD, Jörg-Andreas KRÜGER, Dr Jurgen TACK, Barry COWEN, Ricard RAMON I SUMOY, Rose O'DONOVAN

La troisième session s'est concentrée sur la réforme de la PAC et les structures de gouvernance nécessaires à sa mise en œuvre. Cinq intervenants ont partagé des perspectives variées, mettant en lumière les défis et les priorités pour adapter la PAC aux réalités actuelles.

Une nouvelle orientation portée par la Commission

Ricard RAMON I SUMOY (DG AGRI) a présenté les grandes lignes de la future PAC, axées sur la simplification et la réduction de la charge administrative pour les agriculteurs et les opérateurs. Il a souligné un changement d'approche : moins de régulation descendante depuis Bruxelles et davantage de solutions ascendantes, basées sur le marché et sur une coopération renforcée au sein de la chaîne alimentaire. La flexibilité est au cœur de cette vision, afin de permettre aux politiques de s'adapter à un contexte en évolution rapide. Selon lui, deux tiers des actions prévues sont déjà en cours.

« L'ambition sans financement échouera »

Barry COWEN (Renew Europe) a toutefois mis en garde contre un écart entre ambition et moyens. Selon lui, le budget proposé est insuffisant, avec un manque estimé à 20 %. Il a insisté sur un point central : sans financement adéquat, la mise en œuvre de la réforme restera limitée. « Tout dépend du budget », a-t-il affirmé.

« L'innovation est la seule réponse »

Le Dr Jurgen TACK (ELO) a illustré les évolutions de l'usage des terres à travers un « graphique vivant », montrant les tensions

croissantes entre agriculture, nature et urbanisation. Pour répondre à ces défis tout en produisant davantage avec moins de ressources, il a insisté sur le rôle clé de l'innovation. Celle-ci est pourtant freinée aujourd'hui, alors qu'elle constitue, selon lui, la seule voie pour faire face au changement climatique, à la croissance démographique et aux pressions environnementales.

Le statu quo ne suffira pas

Jörg-Andreas KRÜGER (NABU) a exprimé des réserves sur la capacité de la PAC à répondre aux défis futurs. Il a souligné que la politique n'a pas encore pleinement reconnu le rôle de l'agriculture dans la perte de biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre. Il a également évoqué des problèmes structurels persistants, tels que l'accès inégal à la terre ou la disparition progressive des exploitations. Selon lui, les propositions actuelles manquent de priorités claires en matière de protection de l'environnement.

Compétitivité et nature : un faux dilemme

Delphine BABIN-PELLIARD (IUCN) a déconstruit l'idée d'un conflit entre compétitivité, sécurité alimentaire et protection de la nature. Elle a défendu une approche intégrée, où l'investissement dans la nature renforce la résilience et la performance des systèmes agricoles sur le long terme.

Le débat : la gouvernance en pratique

La discussion finale a porté sur la mise en œuvre concrète des nombreuses initiatives de la Commission et sur la manière de les coordonner efficacement sur le terrain.



Comment l'IA redéfinira-t-elle les possibilités d'un système agroalimentaire rentable, adapté au climat et favorable à la nature

Liz WILSON

De gauche à droite : Martin CLOUGH, Ethan SOLOVIEV, Jessica AGNEW, Stephen SACKUR, Justin ROSE (tout à gauche)

La dernière session s'est penchée sur le rôle de l'intelligence artificielle et sur sa capacité à transformer en profondeur les systèmes agricoles.

Une IA pour les décideurs, pas seulement pour les agriculteurs

Jessica AGNEW (Virginia Tech) a souligné un déséquilibre majeur : seulement 5 % des solutions d'IA développées pour l'agriculture s'adressent aux décideurs. Les responsables politiques continuent souvent de travailler avec des données fragmentées et obsolètes, prenant des décisions davantage intuitives que fondées sur les données. Le GAP Initiative développe ainsi une plateforme intégrant des données de productivité, climatiques et économiques, pensée pour améliorer la prise de décision.

La donnée comme nouvelle ressource

Ethan SOLOVIEV (HowGood) a insisté sur le rôle central des données, décrites comme une « nouvelle culture ». Son organisation gère une vaste base de données mondiale sur la durabilité alimentaire, couvrant des millions de produits. Il a plaidé pour que les agriculteurs puissent posséder et valoriser leurs données. Grâce à celles-ci, l'agriculture pourrait passer d'un secteur émetteur à un puits de carbone net, notamment via des pratiques régénératives.

Vers une intelligence agricole intégrée

Martin CLOUGH (Syngenta) a adopté une vision optimiste, évoquant une période charnière marquée par la convergence

de l'IA générative, du big data et des avancées scientifiques. Il a comparé les défis agricoles à un Rubik's Cube : résoudre un problème isolé en crée souvent d'autres, tandis que l'IA permet d'aborder plusieurs dimensions simultanément. Elle pourrait ainsi accélérer considérablement l'innovation et la mise sur le marché de nouvelles solutions.

Du « horsepower » au « smart power »

Justin ROSE (Deere & Company) a illustré l'impact concret de l'IA sur le terrain. En Europe, des milliards de mauvaises herbes doivent être maîtrisées chaque année, alors qu'elles ne couvrent qu'une faible part des terres. Les technologies actuelles permettent désormais de cibler précisément les traitements, réduisant l'usage d'herbicides et améliorant l'efficacité. L'IA marque ainsi le passage d'une agriculture fondée sur la puissance mécanique à une agriculture pilotée par l'intelligence.

Le débat : enjeux de gouvernance et de contrôle

Stephen SACKUR a conclu en soulevant une question essentielle : sommes-nous trop optimistes face à l'IA, comme aux débuts d'internet ? Les enjeux de gouvernance sont centraux : qui contrôle ces technologies, qui en bénéficie, et quelle autonomie reste aux agriculteurs ?

La session s'est achevée sur ces réflexions, ouvrant des perspectives à la fois prometteuses et complexes pour l'avenir de l'agriculture.

Retrouvez l'ensemble des résumés sur le site du Forum.



ILOS

Calling all Landowners!

in Germany, UK and Italy

Diversify Your Income & Secure Your Land's
Future with Solar & Battery Storage



Generate long-term, sustainable income from your land with solar and battery projects. It's a smart way to diversify, reduce risk, and support inheritance planning – all while continuing food production.

By choosing renewables, you support Europe's clean energy future, protect your legacy, boost biodiversity, and ensure your land thrives for generations.

Contact us to see if your land
is suitable for Solar.

Email: contact@ilos-energy.com



**Support green energy. Secure reliable income.
Future-proof your farm.**

www.ilos-energy.com

Décrypter l'innovation en temps incertains



Katie Mc ROBERT
directrice exécutive de
l'*Australian Farm Institute*

En marge de la conférence annuelle du Forum for the Future of Agriculture, une discussion plus restreinte mais tout aussi importante s'est tenue le 15 avril au Comité des Régions, afin de « décrypter » la base de connaissances Agri-Food Systems Technologies and Innovations Outlook (ATIO-KB) de la FAO.

Cette plateforme se veut un outil dynamique et en accès libre, destiné à structurer et valoriser les innovations agro-alimentaires en rassemblant données, indicateurs et exemples concrets. L'objectif de l'événement n'était toutefois pas de présenter l'outil, mais d'en interroger le potentiel : une telle plateforme peut-elle réellement accélérer l'innovation agricole, et à quelles conditions ?

La richesse des échanges tenait autant à la diversité des opinions qu'à celle des expériences. Les participants allaient d'acteurs de terrain à des décideurs internationaux, en passant par des chercheurs en durabilité et des professionnels travaillant directement avec des agriculteurs dans des contextes très variés.

Un constat commun s'est dégagé : le principal frein à l'innovation agricole n'est pas le manque d'idées, mais le manque de connexion. Megha DESAI (SEWA) a souligné le fossé persistant entre les innovations issues du terrain et les systèmes formels, où les mécanismes de reconnaissance, de validation et de mise à l'échelle restent limités. D'autres ont insisté sur la nécessité de rendre plus visibles les solutions locales ayant déjà fait leurs preuves.

Tiina HUVIO a mis en lumière la similitude des défis rencontrés par les agriculteurs à travers le monde. L'enjeu est donc de favoriser les échanges d'expériences, permettant aux agriculteurs d'apprendre les uns des autres, à partir de réussites mais aussi d'échecs et d'adaptations.

L'urgence de la situation a également été soulignée. Leonard MIZZI (DG INTPA) a décrit le contexte actuel non pas comme une « tempête parfaite », mais comme une succession de crises majeures. Les tensions géopolitiques perturbent les chaînes d'approvisionnement et l'accès aux intrants, tandis que les évolutions à venir de la PAC à partir de 2027 renforcent l'incertitude. Dans ce contexte, innover devient indispensable, mais aussi plus risqué.

Cette réalité se retrouve également en Australie, où les agriculteurs font face à une forte variabilité climatique et à une exposition aux marchés mondiaux. Sécheresses, inondations et incendies imposent une adaptation constante : l'innovation n'y est pas un choix stratégique, mais une condition de survie.

La discussion s'est alors concentrée sur les conditions nécessaires à l'adoption des innovations à grande échelle. Le facteur clé identifié est la confiance.

Cependant, cette confiance diffère selon les acteurs. Pour les agriculteurs, elle repose sur des preuves concrètes, observées dans des conditions réelles. Les décideurs, eux, recherchent une cohérence avec des objectifs plus larges, qu'ils soient environnementaux, économiques ou sociaux.

Au cœur de ces enjeux se trouve la notion de réduction des risques. Accélérer l'innovation ne signifie pas éliminer l'échec, mais rendre les risques plus visibles, compréhensibles et partagés. Les agriculteurs sont prêts à innover, à condition d'être accompagnés.

Dans ce contexte, l'ATIO-KB peut jouer un rôle concret. En documentant les innovations, leurs résultats et leurs évolutions, la plateforme peut faciliter leur diffusion et renforcer la confiance. Elle peut aussi contribuer à normaliser l'expérimentation et l'échec comme parties intégrantes du processus d'innovation.

Dans un monde marqué par l'incertitude, le besoin de solutions crédibles et applicables n'a jamais été aussi fort. L'ATIO-KB représente une initiative ambitieuse, dont l'impact dépendra de sa capacité à transformer les connexions en confiance, puis en action.

En savoir plus sur l'événement ici:

<https://forumforag.com/events/2026-a-global-outlook-for-local-impact/>





De gauche à droite : Thierry de L'ESCAILLE, Silviya AILE, Martin H. GERZABEK, Kesenija MISHCHENOK, Óliver RUIZ GARRIDO, Max NEWBERT

Asociación Semillistas remporte le Prix 2026 de la Gestion des Terres et des Sols

L'Asociación Semillistas a remporté le prestigieux Land and Soil Management Award 2026, en reconnaissance de sa contribution innovante à l'utilisation durable des terres et à la restauration des sols. Le prix a été remis à Bruxelles, le 17 avril, lors de la conférence annuelle du Forum for the Future of Agriculture. Óliver RUIZ GARRIDO a reçu la distinction au nom de l'organisation, des mains du professeur Martin GERZABEK, ancien recteur de l'Université BOKU et président du jury, en présence de Thierry de L'ESCAILLE, président exécutif d'ELO et membre du jury.

Créé en 2008, le Prix de la Gestion des Terres et des Sols met en lumière des pratiques pionnières visant à lutter contre l'érosion, la dégradation des sols, la perte de biodiversité et la contamination, tout en promouvant des solutions durables et reproductibles. Le lauréat de cette année s'est distingué par son travail transformateur en Andalousie, à Grenade, où il met en œuvre le Biotechnological Direct Seeding (BDS) pour restaurer des écosystèmes particulièrement vulnérables au changement climatique.



L'initiative associe recherche scientifique et mobilisation citoyenne et s'articule autour de trois piliers : SeedLab, Siembrabosques et Seed-

ToSeed. En « préparant » les graines pour synchroniser leur germination avec les précipitations et en les protégeant grâce à des Seed-Shelters, le projet optimise les processus naturels tout en réduisant les coûts. Les interventions sur le terrain sont planifiées avec précision et soutenues par des aménagements anti-érosion favorisant le développement racinaire. Cette approche, qualifiée de « low-tech, high-knowledge », est conçue pour être facilement reproductible par des communautés rurales à travers le monde.

Le jury a salué la vision holistique du projet, qui parvient à concilier restauration écologique et viabilité économique. L'Asociación Semillistas a ainsi contribué à restaurer des paysages touchés par les incendies, mobilisé plus de 600 volontaires et sensibilisé plus de 500 000 personnes. Par ailleurs, trois projets issus de Suède et d'Ukraine ont reçu des diplômes de reconnaissance, illustrant la diversité et le dynamisme des initiatives en matière de gestion durable des sols en Europe.

Merci à toutes les personnes qui nous ont rejoints, en présentiel comme en ligne, pour la conférence annuelle du Forum for the Future of Agriculture. L'ensemble des interventions sont disponibles sur le site du Forum, ainsi que les interviews des intervenants.

Nous nous réjouissons de vous retrouver l'année prochaine, à l'occasion de la 20^e conférence annuelle du Forum, pour de nouvelles discussions stimulantes sur l'avenir de l'agriculture.

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com



syngenta